

Création d'un fonds d'urgence et tenue d'états généraux:

Il y a urgence d'agir pour nos médias

Québec, le 7 novembre 2023 – La députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola, a exprimé ses vives préoccupations quant à la sévérité de la crise qui ébranle l'écosystème médiatique québécois et canadien. En réponse à cette crise, le Bloc Québécois réclame que le gouvernement mette sur pied un fonds d'urgence de 50 millions de dollars pour les médias de l'information ainsi que la tenue d'états généraux sur l'avenir des médias.

Concrètement, le Bloc Québécois propose un fonds d'urgence de 50M\$, soit l'équivalent sur trois mois de la portion des revenus issus de la mise en place de C-18, estimés à environ 200M\$. Cette période de trois mois correspond au début du blocage de Meta des contenus issus des médias québécois et canadiens. « Il faut une aide significative et immédiate pour sauver nos médias. C'est là une question de survie; le gouvernement doit agir! », avise la députée bloquiste.

« Nos médias jouent un rôle essentiel dans l'exercice de notre démocratie en relayant rapidement aux citoyens une information fiable et de qualité. Les revenus publicitaires qui financent leurs opérations sont en déclin depuis l'avènement des plateformes numériques. Or, dès 2019, le Bloc Québécois souhaitait mobiliser les acteurs impliqués afin de trouver des solutions à long terme pour assurer la survie de médias. La situation s'est aggravée et il y a maintenant urgence de tenir ces états généraux afin que des solutions puissent émerger », précise Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou.

« Face à Meta et aux autres géants du web qui boycottent les contenus de nos médias et veulent les affaiblir, la lutte est inégale. Non seulement C-18 et C-11 doivent être appliquées et les géants numériques doivent faire leur part, mais il faut plus. Le gouvernement peut et doit venir en aide aux médias afin qu'ils puissent traverser la crise jusqu'à ce que les effets des lois adoptées se fassent sentir. Il faut éviter que le paysage médiatique québécois ne se transforme en un désert aride », conclut Julie Vignola.

-30-

Source :
David Rompré
Directeur du bureau de circonscription
Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou
418-717-5462 / david.rompre.308@parl.gc.ca